



N° d'affaire : 25110 – Maintenance préventive et curative, contrôles et vérifications périodiques obligatoires des chariots de l'Atelier industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu et de l'antenne SIAé de la BAN de Hyères.

Marché Public de Services

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Objet de la consultation

Maintenance préventive et curative, contrôles et vérifications périodiques obligatoires des chariots de l'Atelier industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu et de l'antenne SIAé de la BAN de Hyères.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Sommaire

1. DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
2. OBJET	4
3. CARACTERE DES PRIX.....	5
4. CONDITIONS DE PAIEMENT	8
5. DELAIS - LIVRAISONS - PENALITES	10
6. CONDITIONS D'EXECUTION/BONS DE COMMANDE.....	12
7. GARANTIES.....	16
8. SOUS-TRAITANCE	16
9. SECURITE ET PROTECTION DU SECRET	17
10. PROPRIETE INTELLECTUELLE	19
11. OBLIGATIONS PARTICULIERES.....	19
12. CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES	20
13. DEROGATIONS	26

Numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par
l'application informatique «CHORUS » : D2035Z3083
Numéro SIRET de l'Etat : 11000201100044

Annexe 1 : Procès-verbal de constat de droits à paiement d'acomptes
Annexe 2 : Plan d'acomptage

1. DOCUMENTS CONTRACTUELS

1.1. Documents contractuels régissant l'accord-cadre

L'accord-cadre est régi par les documents contractuels ci-après cités dans l'ordre de priorité décroissante :

1.1.1. Acte d'engagement/CCAP

- l'acte d'engagement, signé par les représentants du pouvoir adjudicateur et du titulaire¹, et ses annexes répertoriées en page 8 ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes.

1.1.2. Annexe(s) particulière(s)

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)¹ référence n° 24/033/AIA-CP/DMS V0 du 06/01/2025 et qui contient les exigences techniques du pouvoir adjudicateur,

1.1.3. Cahier des clauses administratives générales (CCAG)

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services passés au nom de l'Etat approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et dit CCAG/FCS ci-après (Journal Officiel du 01/04/2021)².
Les dérogations au CCAG sont listées à l'article 13 du présent CCAP. A défaut, les dispositions du CCAG s'appliqueront.

1.1.4. La proposition technique du titulaire

pour tout ce qui n'est pas contraire aux documents contractuels de l'accord-cadre.

1.1.5. Actes spéciaux de sous-traitance

Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

1.2. Documents régissant les bons de commande

Les commandes sont régies par les documents ci-après cités dans l'ordre de priorité décroissante :

- L'accord-cadre défini supra,
- Les bons de commande passés au titre du présent accord cadre.
-

Les commandes seront passées par :

L'unité locale d'achats de l'AIA Cuers-Pierrefeu

1 Document joint

2 Document non joint mais dont le titulaire déclare avoir pris connaissance

2. OBJET – MONTANT - VOLUME

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la maintenance préventive et curative, les contrôles et vérifications périodiques obligatoires (CVPO) des chariots de l'Atelier industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu et de l'antenne SIAé de la BAN de Hyères.

2.2. Fractionnement

Le présent accord-cadre est à bons de commande passés au fur et à mesure du besoin, suivant les dispositions des articles R.2362-8, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique dont les commandes seront passées dans les conditions prévues à l'article 6 ci-après.

2.3. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre débute à compter de sa date de notification.

Il est conclu pour un an, reconductible quatre (4) fois tacitement à date anniversaire, sans que sa durée totale ne puisse excéder cinq (5) ans.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit, par décision expresse, de ne pas reconduire l'accord-cadre. Cette décision est notifiée au titulaire au moins deux (2) mois avant l'échéance annuelle (date anniversaire).

2.4. Volume et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu avec un minimum et maximum contractuel défini comme suit :

- Le montant minimum correspond au montant forfaitaire annuel des prestations de maintenance préventive défini à l'article 2.1 de l'acte d'engagement.
- Le montant maximum de l'accord-cadre est fixé à 250 000 € H.T. sur sa durée globale, provisions et reconduction(s) éventuelle(s) incluse(s).

Des marchés complémentaires de services pourront être négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables en vertu de l'article R.2322-11 du code de la commande publique, si leur montant cumulé ne dépasse pas 50 % du montant du marché public initial.

Des marchés de prestations similaires pourront être négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables en vertu de l'article R2322-12 du code de la commande publique.

2.5. Désignation et prix des prestations

L'accord-cadre est décomposé en 3 postes :

- Poste 1 : Maintenance préventive des supports et chariots + CVPO
- Poste 2 : Maintenance curative des supports et chariots
- Poste 3 : Provisions

Le titulaire s'engage à réaliser, aux conditions de prix fixées dans l'acte d'engagement et ses annexes, les prestations définies qui lui seront commandées dans les conditions prévues à l'article 6 ci-après.

3. CARACTERE DES PRIX

3.1. Contenu des prix et formalités douanières

3.1.1. Contenu des prix

Les prix des prestations de services définis à l'acte d'engagement comprennent tous les frais afférents à la réalisation de la prestation, et :

- aux prestations de maintenance préventive et curative,
- aux essais,
- au conditionnement, à l'emballage et à la manutention,
- au transport jusqu'au lieu de livraison,
- au déchargement des matériels/produits,
- à l'assurance,
- aux garanties définies à l'article 7 infra,
- au stockage,
- aux opérations de vérification,
- et d'une manière générale à tout ce qui concourt à la réalisation des prestations définies dans le CCTP.

3.1.2. Formalités douanières

Si les fournitures ne sont pas issues de France et si le titulaire est étranger, les formalités douanières sont assurées **par DGA/DP/SCGC/SEREBC/DEA - 16 bis avenue Prieur de la Côte d'Or - 94117 – ARCUEIL**. Ce service est le consignataire identifié dans les documents d'accompagnement. Le titulaire informera DGA/DP/SCGC/SEREBC/DEA des modalités et de la date de livraison des fournitures facturées hors taxes.

Le taux de droits de douane à appliquer sera celui en vigueur à la date du fait générateur.

3.2. Date d'établissement des prix

Les prix initiaux de l'accord-cadre figurant dans l'acte d'engagement sont **établis aux conditions économiques de la date de remise de l'offre finale, soit le mois de (à remplir par l'administration)**..... pour l'ensemble de l'accord-cadre.

3.3. Type et Forme des prix

3.3.1. Type des prix

Pour l'ensemble de l'accord-cadre, les prix initiaux et définitifs figurant dans l'acte d'engagement sont établis comme suit :

- **Poste 1 : Maintenance préventive des chariots, CVPO (+ curatif de catégorie 1)**
 - Forfaitaires pour la maintenance préventive et les contrôles et incluant les interventions curatives de catégorie 1 dont le montant cumulé des pièces uniquement nécessaires à l'exécution de la prestation **n'excède pas 150 €HT** (expertise, main d'œuvre et déplacement).
- **Poste 2 : Maintenance curative (catégorie 2)**
 - Forfaitaire pour les interventions curatives de catégorie 2 dont le montant cumulé des pièces uniquement nécessaires à l'exécution de la prestation **excède 150 €HT** (expertise, main d'œuvre et déplacement) par application de l'annexe 1.1 de l'acte d'engagement.

➤ **Poste 3 : Provision**

- Forfaitaire pour toute prestation non prévue au titre des catégories 1 et 2, en application de l'annexe 1.2 de prix de l'acte d'engagement. Ces prestations sont à réaliser par le titulaire, après remise d'un devis accepté par l'AIA CP.

Lors de la présentation du/des devis, le titulaire s'engage vis-à-vis de l'administration à pratiquer le meilleur rapport qualité/prix par la remise de prix acceptables, appropriés et réguliers tout au long de la vie de l'accord-cadre. Les justificatifs d'achats des pièces détachées sont joints au devis.

NOTA : L'administration se réserve la possibilité de vérifier les prix pratiqués en matière de pièces détachées chez d'autres fournisseurs (à rapport qualité et/ou normes égales). A ce titre, l'administration peut contraindre le titulaire à acheter les pièces chez un tiers si ce dernier pratique des prix plus avantageux.

3.3.2. Forme de prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisables dans les conditions prévues à l'article 3.4 ci-dessous.

3.4. Révisions des prix

Les prix sont révisables par ajustement, **à la hausse comme à la baisse, deux mois** avant la date anniversaire précédant chaque reconduction de l'accord-cadre. La date anniversaire correspond à la date de notification de l'accord-cadre.

Le titulaire adresse obligatoirement au pouvoir adjudicateur (aux adresses mails suivantes : delphine.debruyne@intradef.gouv.fr et isabelle.pethy@intradef.gouv.fr ses nouveaux prix sous format informatique, sur la base de ceux établis dans le § 2.1 de l'acte d'engagement (préventif) et ses 2 annexes (curatif et éléments de référence des prix sur devis y compris le poste à provision), avec un préavis de deux mois avant la date anniversaire précitée.

Si les nouveaux prix transmis par le titulaire sont approuvés par le pouvoir adjudicateur, les bons de commande pour la période annuelle suivante intégreront les nouveaux prix révisés.

A défaut de transmission des nouveaux prix dans les délais, les prix en vigueur sont reconduits pour la période annuelle suivante.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 10.2.2 du CCAG/FCS, les nouveaux prix s'appliquent après accord écrit du pouvoir adjudicateur ou son représentant aux prestations et/ou bon de commande émis à compter de la date d'accord par l'administration et de la date anniversaire constituant la nouvelle période annuelle.

A défaut d'acceptation ou de refus du pouvoir adjudicateur, pour les nouveaux prix envoyés par le titulaire dans les délais précisés ci-dessus, notifié au plus tard à la date anniversaire du marché, les nouveaux prix s'appliqueront pour la nouvelle période.

Clause butoir :

La variation des prix des prestations telle qu'elle résulte des barèmes du titulaire, ne peut excéder les prix de règlement obtenus par la formule suivante :

Prestations forfaitaires de maintenance préventive et curative :

$$P = P_0 (0,70 \text{ Sw-IME}_1/\text{Sw-IME}_0 + 0,30 \text{ PsdL}_1/\text{PsdL}_0)$$

dans lesquelles :

P = Prix révisé

P₀ = Prix de base de l'accord-cadre établi aux conditions économiques indiquées à l'article 3.2 supra.

Les indices 0 sont lus aux conditions économiques à l'article 3.2 du CCAP.

Les indices 1 sont lus à la valeur du dernier indice définitif paru à la date de révision.

Sw-IME = ICHT-IME indice mensuel du coût horaire de travail révisé – Salaires et charges tous salariés – dans le secteur Industries mécanique et électrique (NAF rév 2 postes 25-30-32-33) Base 100 en décembre 2008, publié sur le site internet de l'INSEE : www.insee.fr – identifiant : 001565183.

PsdL = valeur de l'indice des produits et services divers représentatif des frais généraux des entreprises de l'armement, publié sur le site internet du Ministère des armées : <https://www.armement.defense.gouv.fr>

Afin de calculer les révisions de prix, le titulaire peut utiliser l'outil ICARE. Cet outil, sous forme de tableur, intègre une base de données des indices couramment utilisés dans les marchés publics d'armement et facilite le calcul des révisions. L'outil ICARE peut être téléchargé à l'adresse suivante : <https://armement.defense.gouv.fr/achats-darmement/reviser-les-prix-indices-icare>

CLAUSE DE REEXAMEN

La présente clause de réexamen a pour objet de prendre en compte au titre de l'accord-cadre certaines fluctuations liées à une baisse ou un ajout de matériels, sans risquer de bouleverser l'économie générale de l'accord-cadre.

En vertu de l'article R-2394-1 du code de la commande publique, des modifications du marché public pourront être apportées au marché sur décision unilatérale de l'administration dans les cas suivants :

Variation de + ou – 3 équipements sans incidence sur les prix forfaitaires de maintenance préventive / contrôles et vérifications périodiques

Détail des modalités :

- 1) Une variation de la quantité du matériel, inférieure ou égale à celles précisées ci-dessus, de l'annexe 1 initiale du CCTP, ne pourra donner lieu à aucune modification du prix facturé, ni la rédaction d'un acte modificatif, seule une nouvelle annexe 1 au CCTP sera notifiée au titulaire.
- 2) Au-delà de ces tolérances, il sera fait application des dispositions de l'article R-2394-1 qui renvoie à l'article R-2194-1 du code de la commande publique qui prévoit que « le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont les clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque. Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans les lesquelles il peut en être fait usage ».

Dans ce cas de figure, le prix des prestations forfaitaires sera modifié en prenant en compte les modalités détaillées ci-après :

- En cas de suppression d'un ou plusieurs matériels suite à mise au rebut ou autre, le titulaire de l'accord-cadre ne saurait prétendre à une quelconque indemnité,
- Dans le cas d'un ajout de fournitures nouvelles supérieur aux tolérances précisées ci-avant (acquisition de nouveaux matériels) non définies aux annexes financières, il sera demandé au titulaire d'établir une nouvelle offre forfaitaire. Le titulaire ne pourra refuser cet ajout.

Toute modification fera l'objet d'un acte additionnel modificatif et/ou de mise à jour des annexes à l'acte d'engagement et au cahier des charges et sera transmis au titulaire par voie dématérialisée (avec demande d'accusé de réception), au moins quinze jours calendaires avant la date prévue pour cette modification.

Les modifications correspondantes dans les facturations et paiements débiteront à la date de modification précisée dans l'acte modificatif.

4. CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1. Généralités

Les demandes de paiement doivent être visées et adressées au service liquidateur par le titulaire (ou le mandataire en cas de cotraitance) et, dans le cas de cotraitance, correspondre à la répartition par cotraitants dans le cas où celle-ci est définie à l'acte d'engagement.

Les paiements dus au titulaire s'effectuent selon les modalités définies au présent article.

4.1.1. Application de la TVA

Dans le cas d'un titulaire Français, les prestations exécutées au titre du présent accord-cadre sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur lors du fait générateur. Ce taux est, à titre indicatif, de 20,00 % à la date de notification du marché.

La taxe sur la valeur ajoutée est exigible à la livraison pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Le montant de la TVA relatif au montant HT du solde, évolutions de prix incluses s'il y a lieu, sera payé avec le solde.

4.1.2. Paiement de la TVA pour les fournitures provenant de l'étranger

Dans le cas de fournitures provenant de l'étranger, le contrat est établi hors taxes. Celles-ci seront payées directement par le service gestionnaire:

- auprès de la direction générale des finances publiques (DGFIP) si les fournitures proviennent d'un état membre de l'union européenne,
- auprès du bureau des douanes concerné si les fournitures proviennent d'un état non membre de l'union européenne.

4.2. Avance

Conformément à l'article R.2391-1 à R.2391-7 du code de la commande publique.

4.3. Acomptes

Sur sa demande écrite et après visa par l'organisme chargé de constater l'avancement des prestations, le titulaire (ou chacun des cotraitants) a droit dans les conditions indiquées ci-après au versement (de sa part respective si cotraitants et dans le cas où celle-ci est définie à l'acte d'engagement) des acomptes figurant dans le tableau en annexe 2 et qui sont fixés en pourcentage du prix initial HT (si titulaire étranger) ou TTC (si titulaire français) du lot de liquidation financière concerné fixé à l'article 4.1 supra.

Pour faciliter le traitement de la demande d'acompte, le titulaire peut adresser préalablement le PVCA au responsable de suivi du contrat (RSC) de l'AIA concerné, identifié au verso de la page de garde du marché, qui lui en renverra une copie une fois visé par le représentant de l'Acheteur. Dans ce cas, c'est le PVCA signé par le représentant de l'Acheteur qui sera joint à la facture.

4.4. Solde

4.4.1. Définition des lots de présentation aux opérations de vérification et de liquidation financière

Pour le poste 1 de l'accord-cadre, chaque mois, l'ensemble des prestations ayant fait l'objet d'une décision d'admission dans le mois constituent un même lot de liquidation financière (un procès-verbal de réception mensuel).

Pour chacun des bons de commande émis au titre des postes 2 et 3, l'ensemble des prestations ayant fait l'objet d'une décision d'admission constitue un lot de présentation aux opérations de vérification et un lot de liquidation financière.

4.4.2. Paiement du solde du lot de liquidation financière

Le solde de chaque lot de liquidation financière sera payé après admission de l'ensemble des prestations correspondantes.

4.4.3. Demande de paiement de solde

Les demandes de paiement de solde sont adressées par le titulaire via la plateforme CHORUS PRO (ou le mandataire) en 1 (UN) exemplaire au service liquidateur désigné à l'article 12.8 ci-après, accompagnées de la décision d'admission qui lui aura été notifiée par le pouvoir adjudicateur. En cas de cotraitance, les demandes de paiement de solde doivent correspondre à la répartition par cotraitants dans le cas où celle-ci est définie à l'acte d'engagement.

Toutefois, si aucune décision n'est notifiée au titulaire (ou au mandataire) dans le délai de vérification prévu à l'article 6.4.4 ci-après, plus 2 (DEUX) jours, le titulaire peut envoyer sa demande de paiement sans la décision d'admission.

Les factures (demandes de paiement de solde) envoyées en 1 (UN) exemplaire doivent comprendre :

- la raison sociale de l'entreprise,
- le numéro d'identification SIRET,
- la domiciliation des paiements,
- le numéro du marché, (n° poste et/ou n° BDC)
- le cas échéant, le numéro du bordereau de livraison.

4.5. Délai global de paiement

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution de l'accord-cadre est fixé à 30 jours maximum.

En cas de dépassement de ce délai de paiement, le service liquidateur versera au titulaire des intérêts moratoires, dans les conditions et aux taux fixés à l'article R.2192-31 appelé par l'article R.2392-10 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions dudit code, le point de départ du délai global de paiement est fixé comme suit :

- **pour les acomptes**, la date la plus tardive entre : la date de réception par le service liquidateur de la demande d'acompte et la date d'ouverture du droit à acompte,
- **pour le solde** et les éventuels règlements partiels définitifs, la date de réception par le service liquidateur de la facture du titulaire (le mandataire en cas de cotraitance), accompagnée de la décision notifiée au titulaire portant date d'effet d'admission des fournitures comme indiquée à l'article 6.5.3 ci-après. Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai prévu à l'article 6.4.4 ci-après, plus 2 (DEUX) jours, le titulaire sera en droit d'envoyer sa facture en mentionnant qu'il certifie n'avoir reçu aucune notification de décision du pouvoir adjudicateur.

La date de réception de la facture par le service liquidateur constitue alors le point de départ du délai de paiement.

5. DELAIS - LIVRAISONS - PENALITES

5.1. Délais d'exécution des prestations

5.1.1. Poste 1 : Maintenance préventive

Les visites réglementaires pour l'entretien préventif et les contrôles et vérifications périodiques ont lieu selon une périodicité, conformément aux exigences de l'article 3.3.2 du C.C.T.P.

Le titulaire adresse pour acceptation, un planning des visites au responsable technique de l'AIA CP dans les 15 jours suivant la notification de ce présent accord-cadre (§ 4.1.1 du CCTP) et dans les 15 jours maximums de chaque nouvelle année (si reconduction) qui devient contractuel.

L'entretien préventif **débute à compter du 24/07/2025 ou de la date de notification de l'accord-cadre si elle est postérieure**. La durée est fixée à un an calendaire et est reconductible à l'issue quatre (4) fois.

Les délais à appliquer concernant la maintenance curative de catégorie 1 (comprise dans la maintenance préventive), sont identiques à la maintenance curative de catégorie 2 (ci-dessous).

5.1.2. Poste 2 : Maintenance curative

Le délai d'intervention en cas de panne est fixé à 24h ouvrées maximum (ou celui indiqué dans l'acte d'engagement s'il est inférieur) dans les horaires d'ouverture de l'AIA-CP et de la BAN Hyères conformément aux conditions prévues à l'article 3.6.3.1 du CCTP, à compter de la réception de la demande.

Le délai pour la remise du devis est celui fixé à 5 jours ouvrés maximum (ou celui indiqué dans l'acte d'engagement s'il est inférieur), conformément à l'article 3.6.3.2 du CCTP, à compter de la réception de la demande d'intervention.

Le délai de dépannage/réparation est mentionné sur chaque devis et est exprimé en jours calendaires, semaines ou mois et débute à compter de la date de notification du bon de commande déclenchant la réalisation des prestations.

Les jours de fermeture de l'établissement seront fournis par le responsable du marché (RTAIA).

5.1.3. Poste 3 : Provisions

Ces prestations feront l'objet d'un devis qui précisera les propositions techniques et financières (détail des postes de pièces, main d'œuvre et déplacement et les délais d'approvisionnement et d'exécution). Les délais de réalisation de la prestation mentionnés sur le devis sont exprimés en jours calendaires, semaines ou mois et débutent à compter de la date de notification du bon de commande déclenchant la réalisation des prestations.

5.2. Exécution des prestations

Les prestations seront réalisées sur les sites suivants :

AIA CP
Chemin de l'aviation
83390 PIERREFEU

Base aéronavale de Hyères
1137 Chemin du Palyvestre
83400 HYERES

A titre indicatif et sans engagement de la part de l'administration, la répartition du parc est la suivante : **89 % AIA CP – 11 % BAN Hyères.**

Dans le cas d'une livraison par transporteur, ce dernier devra signer un protocole de sécurité pour chargement/déchargement qui lui sera présenté et commenté à l'accueil, lors de formalités obligatoires d'entrée sur le site.

Si le transport est fait par un transporteur, à l'arrivée sur le lieu de destination, la personne publique fera les réserves d'usage auprès du transporteur, en lieu et place du titulaire, dans les formes et les délais prévus à l'article L 133-3 du Code de Commerce (trois jours hors jours fériés), avec copie au titulaire.

Selon les cas, les prestations peuvent être réalisées dans les locaux du titulaire.

5.3. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, si les délais définis aux § 3.6.1 et §3.6.3 du CCTP sont dépassés, les pénalités forfaitaires seront appliquées comme suit :

➤ Poste 1 : Maintenance préventive et CVPO (incluant la maintenance curative de catégorie 1)

Echéance d'entretien préventif dépassée	50 € par jour ouvré à compter du 1 ^{er} jour de dépassement de l'échéance d'entretien préventif
Curatif de catégorie 1 sans pièces de rechange - Réparation urgente - Cas normal	50 € par jour ouvré dès le dépassement constaté 20 € par jour ouvré dès dépassement constaté
Curatif de catégorie 1 avec pièces de rechange - Réparation urgente - Cas normal	50 € par jour ouvré dès le dépassement constaté 20 € par jour ouvré dès dépassement constaté

Non transmission du rapport d'entretien préventif	50 € par jour ouvré dès dépassement constaté
Echéance CVPO dépassée	50 € par jour ouvré à compter du 1 ^{er} jour de dépassement de l'échéance
MI déclaré inutilisable (interdit d'emploi)	50 € / jour ouvré A compter de la déclaration d'inutilisabilité et jusqu'à la résolution du problème

➤ Poste 2 : Maintenance curative (catégories 2 et 3) et Poste 3 : Provisions

Non-respect du délai d'intervention dans les 24 heures ouvrées maximum (dans les horaires d'ouverture de l'AIA-CP et de la BAN Hyères § 9.2 ci-après) ou dans le délai indiqué dans la proposition technique du titulaire s'il est inférieur à 24h ouvrées	20 € / heure de retard ouvrée à compter de la 1 ^{ère} heure de dépassement
Non-respect du délai contractuel d'un bon de commande	50 € / jour de retard ouvré dès dépassement constaté
Non-respect du délai de remise du devis	50 € / jour de retard ouvré dès dépassement constaté
Non réponse à un mail déclaré urgent (§ 4.1.1 du CCTP)	20 € / jour de retard ouvré dès dépassement constaté

En cas de cotraitance, les pénalités sont précomptées selon la répartition par cotraitant dans le cas où celle-ci est définie à l'acte d'engagement.

Le décompte de pénalités est notifié au titulaire qui est admis à présenter ses observations au pouvoir adjudicateur dans un délai d'un mois à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai d'un mois, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Adresse fonctionnelle pour recevoir les décomptes de pénalités est mentionnée par le titulaire dans l'acte d'engagement page 3.

Par dérogation à l'article 14.1.3, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant cumulé ne dépasse pas 300 euros pour l'ensemble de l'accord-cadre.

6. CONDITIONS D'EXECUTION/BONS DE COMMANDE

➤ Poste 1 : Maintenance préventive et CVPO

La maintenance préventive **début** à compter du **24/07/2025** ou de la date de notification de l'accord-cadre si elle est postérieure, sans émission de bon de commande. Le titulaire prévient 48 heures à l'avance le responsable du site pour ses visites de maintenance.

➤ Poste 2 : Maintenance curative

L'entretien curatif s'exécute au fur et à mesure du besoin par l'émission de bon de commande notifié au titulaire par le département achats, selon les annexes de prix 1.1 et 1.2 de l'acte d'engagement après acceptation par le RTAIA et l'administration du devis justifiant les coûts de réparation.

➤ Poste 3 : Provisions

Ce poste comprend les interventions non prévues aux postes 1 et 2.

Ces prestations seront réalisées après acceptation du devis par l'AIA-CP et l'émission d'un bon de commande.

Les propositions techniques et financières devront être détaillées, les postes de main d'œuvre et de rechanges ainsi que les détails d'approvisionnement et d'exécution en application des annexes à l'acte d'engagement.

Il est possible d'émettre des bons de commandes pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Tout bon de commande notifié pendant la période de validité de l'accord-cadre doit être exécuté jusqu'à son terme, suivant les dispositions de l'article R.2162-5 du code de la commande publique, et dans la limite de 6 (SIX) mois après la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Il est demandé par mail ou tout autre moyen permettant de donner date certaine de réception, un devis à la société concernant une panne décrite par le service technique ; la société doit répondre dans le délai fixé au § 3.6.3. du CCTP.

Le devis établi par le titulaire est conforme aux prix prévus par l'article 2 de l'acte d'engagement et ses annexes financières.

Contenu du bon de commande

Après acceptation du devis par le service technique, un bon de commande correspondant à la prestation à réaliser est émis, il mentionne :

- Le numéro du marché,
- Le numéro du bon de commande,
- L'objet détaillé de la prestation,
- Les quantités,
- Le montant H.T. et TTC du bon de commande (sur la base des prix du marché des annexes à l'acte d'engagement),
- Le délai d'exécution conforme à celui spécifié dans l'acte d'engagement,
- toutes autres indications nécessaires tant sur le plan administratif que financier.

Acceptation du bon de commande

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, le titulaire disposera d'un délai de cinq (5) jours au maximum à compter de la réception du bon de commande pour faire connaître ses observations. En l'absence de toute contestation notifiée dans ce délai, le titulaire sera considéré comme ayant accepté le bon de commande.

En cas de réserves mineures émises par le titulaire dans le délai susvisé de cinq (5) jours et sur lesquelles les deux parties pourront trouver un accord rapidement, un rectificatif au bon de commande sera éventuellement établi.

En cas de réserve majeure, le bon de commande pourra être annulé et le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Conditions particulières de passation du bon de commande

Le directeur et les sous-directeurs délégués de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu (AIA-CP) sont seuls habilités à signer les bons de commande de leur établissement.

6.1. Responsabilité du titulaire

Le titulaire a la responsabilité d'exécuter les prestations selon les clauses du présent accord-cadre (cf. article 1 ci-avant).

Il doit :

- obtenir le résultat demandé avec les moyens qu'il a choisis,
- donner une visibilité satisfaisante sur les processus qu'il met en œuvre (cf. article 6.5.2 ci-après).

Le résultat demandé est défini dans le cahier des clauses techniques particulières cité à l'article 1.3 ci-avant.

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour se prémunir des dommages éventuels aux matériels du SIAé qui pourraient lui être confiés.

6.2. Clauses techniques particulières

Les prestations doivent satisfaire aux exigences du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), mentionné à l'article 1. du présent accord-cadre.

6.3. Normes

Les prestations doivent satisfaire aux exigences des normes – parties, chapitres ou paragraphes de normes – référencées dans le CCTP en vigueur à la date de signature de l'accord-cadre par le titulaire, ou toute autre référence accessible au pouvoir adjudicateur dont le titulaire devra démontrer l'équivalence, en terme de résultats, sauf dérogations qu'il lui appartient de solliciter du pouvoir adjudicateur.

Il appartient au titulaire d'obtenir l'accord du pouvoir adjudicateur pour utiliser :

- De nouvelles normes qui apparaîtraient au cours de l'exécution du contrat, à la place de celles citées au contrat,
- Des normes d'indice autre que celui cité au contrat,

Et qui présenteraient un intérêt vis-à-vis des services contractuels.

Il est de la responsabilité du titulaire d'alerter le PA de l'arrivée d'une nouvelle norme à appliquer.

6.4. Assurance qualité des fournitures

L'Assurance Qualité des Fournitures (AQF) est le processus par lequel l'autorité compétente (cf. article 6.5.1 ci-après) s'assure de la satisfaction des exigences contractuelles en matière de qualité.

6.4.1. Autorité responsable de l'AQF

Au titre du présent accord-cadre, l'autorité qui assume les missions de l'autorité chargée des opérations de vérification préalables à l'admission est appelée « autorité responsable de l'assurance qualité des fournitures ».

L'autorité responsable de l'AQF est le chef du département qualité contrôle de l'AIA de Cuers-Pierrefeu pour l'ensemble de l'accord-cadre.

6.4.2. Consistance de l'AQF

Les exigences d'assurance de la qualité des fournitures, prescrites dans le CCTP, définissent :

- les preuves que le titulaire doit associer à ses fournitures afin de démontrer, à l'autorité responsable de l'AQF, leur qualité et l'efficacité des processus qui leur sont associés,
- le degré de visibilité que le titulaire doit donner sur les processus qu'il met en œuvre à l'autorité responsable de l'AQF.

6.4.3. Exercice de l'AQF

Les dispositions particulières relatives à l'exercice de l'assurance qualité des fournitures sont stipulées dans le CCTP mentionné à l'article 1. ci-avant.

6.4.4. Délais pour les opérations de vérification et pour la notification des décisions

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG/FCS, l'organisme chargé de prononcer la décision d'admission dispose de 30 (TRENTÉ) jours, à compter de la date de présentation aux opérations de vérification, pour effectuer ces opérations et prononcer sa décision. Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

Pendant la période de fermeture d'hiver des établissements du pouvoir adjudicateur, les délais définis pour que l'organisme prononce sa décision seront neutralisés.

6.5. Décisions après vérifications – Admission

6.5.1. Autorité chargée de prononcer la décision à l'issue des vérifications

Par dérogation aux dispositions de l'article 30.1 du CCAG/FCS, l'autorité chargée de prononcer la décision d'admission est, par délégation de l'autorité habilitée à signer les contrats, le Responsable du Département Moyens Soutien (DMS).

6.5.2. Lieu du prononcé de la décision

L'admission sera prononcée à destination pour l'ensemble de l'accord-cadre.

6.5.3. Date d'effet de la décision d'admission

La décision d'admission, dès qu'elle est prononcée par l'autorité responsable, est notifiée par celle-ci au titulaire avec copie au service liquidateur.

En cas d'admission, sa date d'effet est la date de notification de la décision d'admission.

A défaut de notification dans les délais impartis aux opérations de vérification, l'admission est réputée acceptée conformément au CCAG.

6.6. Forme des notifications et des informations

La notification au titulaire des décisions suivantes pourra être faite par voie dématérialisée :

- notification de l'accord-cadre
- notification des bons de commande,
 - notification des décisions de prolongation de délai, de sursis de livraison, de maintien ou d'exonération des pénalités,
 - notification des décisions d'admission,
 - notification des décomptes de pénalités,

Cas d'une notification via le site PLACE :

La date de téléchargement du document sur PLACE, qui déclenche un accusé de réception, est retenue comme date de notification.

Cas d'une notification directe par courriel du service émetteur :

Le titulaire accuse réception du document avec confirmation de la notification du document concerné, par retour de courriel auprès du service émetteur. La date de notification retenue est la date du courriel de confirmation du titulaire. L'accusé de réception automatique ne vaut pas notification.

Dans les deux cas (notification via PLACE ou notification directe par courriel), sans téléchargement ou confirmation de la part du titulaire sous 72 heures ouvrées, le

service émetteur s'assurera, sous forme de courriel, de la bonne réception des documents par le titulaire.

L'adresse (Les adresses) courriel(s) du titulaire est (sont) définie(s) dans l'acte d'engagement page 3.

7. GARANTIES

La garantie technique s'exercera dans les conditions de l'article 33 du CCAG/FCS. Il s'agit d'une obligation de résultat.

L'autorité autorisée à invoquer la garantie est, par dérogation à l'article 33 du CCAG/FCS, et par délégation de l'autorité habilitée à signer les contrats, le chef (ou son représentant) du Département Moyens de Soutien (DMS).

Conformément à l'article 33 du CCAG/FCS et à l'article 2.2 de l'acte d'engagement, elle est fixée à un an minimum, et couvre pièces, main d'œuvre et déplacement. La durée de la garantie débute à compter de la date d'admission de la prestation et des services associées.

NOTA : les rechanges du matériel doivent être facilement approvisionnables pendant toute la durée de vie prévisible du matériel mis en place.

➤ Garantie pour vices cachés

L'ensemble des garanties précédentes s'exerce indépendamment de la garantie pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

8. SOUS-TRAITANCE

Le(s) sous-traitant(s) du titulaire connu(s) à la date de notification de l'accord-cadre fait (font) l'objet d'annexes éventuelles à l'acte d'engagement mentionné à l'article 1. ci-avant.

Le titulaire a obligation de déclarer la totalité des sous-traitants auxquels il entend recourir en cours d'exécution de l'accord-cadre.

La demande d'acceptation de chaque sous-traitant doit mentionner :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant éventuel des sommes à payer directement au sous-traitant.

En cas de sous-traitance, le titulaire doit également remettre une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Les dispositions prévues à l'accord-cadre sont applicables au(x) sous-traitant(s).

8.1. Sous-traitants à paiement direct

8.1.1. Sociétés concernées

En ce qui concerne les marchés régis par le CCAG/FCS, l'(les) éventuel(s) sous-traitant(s) objet d'annexe(s) à l'acte d'engagement peut(peuvent) bénéficier, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur aux montants spécifiés à l'article R.2393-33 du décret 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, et si les conditions de paiement du (des) sous-traitant(s) ont été agréées par l'autorité habilitée à signer les contrats, du paiement direct.

8.1.2 Montant(s) sous-traité(s)

L'(Les) éventuel(s) montant(s) payés directement à des sous-traitants sont fixés dans l'(les) annexe(s) à l'acte d'engagement, si elle(s) existe(nt).

8.2. Agrément des sous-traitants

Le présent accord-cadre a valeur d'acceptation des éventuels sous-traitants identifiés en annexes à l'acte d'engagement (si elles existent) / au CCAP et d'agrément de leurs conditions de paiement définies dans ces mêmes annexes.

9. SECURITE ET PROTECTION DU SECRET

Le présent accord-cadre ne permet pas l'accès à des informations et support classifié mais il est classé sensible.

Néanmoins, dans le cadre des dispositions législatives et réglementaire en matière de protection du secret de la défense et de la sécurité nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution de l'accord-cadre la protection des informations et supports classifiés qui peuvent être détenus dans l'établissement, au profit duquel l'accord-cadre est exécuté ou dans tout lieu dans lequel cet accord-cadre est exécuté

9.1. Obligation de discrétion - Mesures de sécurité

Le titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Dans le contexte de cet accord cadre :

- Les personnes morales soumissionnaires en vue de la passation du présent accord-cadre font l'objet d'une enquête administrative (contrôle primaire) préalable à la passation du contrat.
- Il est procédé systématiquement à une enquête administrative (contrôle emploi sensible) à l'endroit des personnes physiques employées dans le contexte de cet accord-cadre.

L'officier de sécurité du site refusera l'emploi de toutes personnes n'ayant pas satisfait à ce contrôle.

Nota : l'attention du titulaire est attirée sur les délais importants de réponse de l'enquête administrative. Aussi, il devra communiquer au plus tôt, (via la division d'emploi de l'AIA-CP), le formulaire de contrôle emploi sensible du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations.

Le titulaire s'engage à ne pas sous-traiter des prestations du présent accord-cadre sans autorisation préalable de l'autorité signataire de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à faire signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. (Annexe 3 du règlement de la consultation).

Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent aux lieux d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné aux lieux d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

9.2. Accès à un établissement du Service Industriel de l'Aéronautique

Pour les prestations objet du présent accord-cadre intéressant la défense, l'entreprise intervenante doit en conséquence se conformer aux points suivants, concernant les lieux d'exécution des prestations en application des instructions sur la sécurité dans les établissements du Service Industriel de l'Aéronautique.

L'exécution des prestations n'est autorisée que sous réserve expresse de l'observation des consignes suivantes :

- a) L'entrée aux établissements se fait uniquement par le poste de garde.
- b) Les horaires d'exécution des prestations sont ceux de l'établissement. Une demande de travail en dehors des heures ouvrables devra être formulée chaque fois que cela sera nécessaire. Elle sera déposée au service de sécurité pour accord et devra comporter la liste du personnel et le lieu d'exécution des prestations.

Conditions d'accès à l'AIA Cuers-Pierrefeu

SIAé -AIA Cuers Pierrefeu
Chemin de l'aviation
83 390 PIERREFEU

Horaires : du lundi au vendredi de 7h30 à 15h51

Conditions d'accès à la BAN de Hyères

SIAé –AIA - Antenne de Hyères
Base aéronavale de Hyères
1137 Chemin du Palyvestre
83 400 HYERES

Horaires : du lundi au jeudi de 7 h 30 à 15 h 51 – le vendredi de 7h30 à 12 h 00

c) Toute personne étrangère à l'AIA Cuers-Pierrefeu (AIA-CP) ou à la Base aéronavale (BAN) de Hyères doit être porteur d'un badge établi par le poste de garde. Ce badge, permettant l'accès pour au maximum un an, est à présenter à chaque réquisition.

d) L'entreprise doit préalablement à l'exécution de l'accord-cadre, faire le nécessaire pour obtenir toutes les autorisations requises pour pénétrer à l'intérieur de l'établissement.

A ce titre, pour le primo accès puis à chaque date anniversaire, elle devra fournir au service de sécurité de l'AIA-CP et de la BAN de Hyères, au plus tard 5 (cinq) jours ouvrables avant le début d'exécution (via la division d'emploi de l'AIA-CP), pour les personnes concernées, leur nom et prénom, date et lieu de naissance, fonction, leur

adresse complète et/ou une copie de leur pièce d'identité (carte nationale d'identité, passeport, carte de séjours).

e) Les sous-traitants éventuels des entreprises seront astreints aux mêmes règles et à l'application de ces mêmes formalités.

f) Il est interdit d'introduire dans les établissements des boissons alcoolisées ou des armes.

g) Les prises de vues (photographie ou vidéo) sont soumises à autorisation.

h) Il est formellement interdit de fumer partout où l'interdiction en est affichée.

i) Toute entrée ou sortie de matériel est à justifier. Un contrôle visuel des véhicules peut être effectué à tout moment par les gardiens du service de sécurité.

j) Le responsable de l'entreprise doit immédiatement signaler au groupe incendie sauvetage de l'AIA-CP ou de la BAN de Hyères tout accident ou incident survenu à un membre de l'entreprise dans l'enceinte de l'établissement.

Tout contrevenant se verra immédiatement interdire l'entrée de l'établissement par le service de sécurité.

L'inobservation par le titulaire de ces consignes, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que sa responsabilité peut être engagée si elle provoque un accident ou une détérioration de matériel appartenant à l'AIA-CP ou à la BAN de Hyères.

Par ailleurs, l'entreprise déclare avoir pris connaissance des clauses administratives communes applicables aux prestations réalisées sur le site de l'AIA-CP et de la BAN de Hyères et s'engage à respecter les consignes fixées par celui-ci.

10. PROPRIETE INTELLECTUELLE

10.1. CCAG applicable

Sans objet.

11. OBLIGATIONS PARTICULIERES

11.1. Obligations comptables

Sans objet.

11.2. Retenue de garantie

Il n'est pas procédé à la retenue de garantie prévue par les articles R.2391-21 à R.2391-24 du code de la commande publique.

11.3. Protection de l'environnement/Règles HSCT

Le titulaire veille à ce que les prestations et les fournitures qu'il réalise au titre de l'accord-cadre respectent les prescriptions législatives et réglementaires applicables en matière d'environnement lié aux hydrocarbures et de préservation du voisinage, de sécurité et de santé des personnes (notamment en termes de port des équipements de protection individuels : EPI)

Toute évolution de ces prescriptions intervenant postérieurement à la date de remise par le titulaire de sa dernière et meilleure offre et ayant des conséquences contractuelles fera l'objet d'un avenant.

Sur demande du pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de l'accord-cadre ou pendant la période de garantie des prestations, et en cas de mise en cause de la personne publique, le titulaire devra être en mesure d'apporter des éléments de justification du respect de ces prescriptions et à cet effet il communiquera au pouvoir adjudicateur les éléments de preuve ou les documents utiles qu'il peut détenir ou obtenir.

11.4. Assurance

Le pouvoir adjudicateur n'assure nullement les personnels du titulaire. Il appartient à ce dernier de souscrire les assurances correspondantes afin de les couvrir, aussi bien pour les risques corporels qu'ils pourraient occasionner tant à eux-mêmes qu'à des tiers, que pour les dégâts matériels qu'ils pourraient occasionner dans le cadre de la réalisation des prestations commandées.

De la même façon, lors de l'utilisation prévue au contrat de véhicules, de locaux, de machines ou de matériels appartenant à l'Etat, le titulaire sera tenu d'assurer l'ensemble de ces moyens.

Dans un délai de 15 (QUINZE) jours à compter de la date de notification du présent accord-cadre et avant le commencement de la première intervention sur le site du pouvoir adjudicateur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance de leurs personnels, et en tant que besoin, des moyens matériels mis à leur disposition,
- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du code civil.

12. CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

12.1. Personnes habilitées

Le directeur de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu (AIA CP) et les sous-directeurs de l'AIA CP sont habilités à émettre toutes décisions, au titre du présent accord-cadre, relatives :

- aux décisions de prolongation de délai,
- aux décisions d'octroi de sursis de livraison,
- aux décisions d'exonération de pénalités,

dans la limite de leur compétence.

Il est précisé que toutes les demandes doivent être adressées au service suivant :

Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu
Département Achats
Chemin de l'aviation - BP 80
83390 CUERS
Ou par mail à l'acheteur en charge du marché

Par dérogation aux dispositions de l'article 13.3.3 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 2 (DEUX) mois à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision.

12.2. Résiliation

En application des stipulations de l'article 41 à 48 du CCAG/FCS, en cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, ou en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues à l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

12.3. Nantissement

Il est délivré au titulaire, à sa demande, une copie au présent accord-cadre ou un certificat de cessibilité, pour former titre en cas de cession ou de nantissement de créance.

Sur demande de la société concernée, il est délivré :

- au titulaire une copie au présent accord-cadre ou un certificat de cessibilité,
- au(x) sous-traitant(s) admis au paiement direct une copie de l'original du présent accord cadre ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial prévu à l'article R.2393-40 du décret 2018 portant réglementaire du code de la commande publique.

12.4. Infractions à la législation fiscale

Dans le cas d'un titulaire français et sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre à ses torts exclusifs, le titulaire affirme pour lui-même et ses éventuels sous-traitants mentionnés dans les éventuelles annexes de l'acte d'engagement :

- qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L.2341-1 à L.2341-5 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et R.2343-9 du décret 2018-1075 du 03/12/2018 portant partie réglementaire de la commande publique (interdiction de participer aux marchés de l'Etat frappant ceux qui auraient fait l'objet d'une condamnation pour infraction au code général des impôts ou au code du travail),
- qu'il ne lui a été notifié aucune décision d'exclusion des marchés du ministère des armées.

Dans le cas d'un titulaire étranger, le titulaire atteste sur l'honneur qu'il est en règle avec la législation en vigueur dans son pays.

Le titulaire atteste en outre l'exactitude des renseignements prévus aux articles R.2343-3 à R.2343-5 du Décret portant partie réglementaire du code de la commande publique. En cas d'inexactitude, le pouvoir adjudicateur pourra résilier, sans mise en demeure préalable, l'accord-cadre aux torts du titulaire.

12.5. Respect du droit du travail

12.5.1. Déclaration du titulaire

Dans le cas d'un titulaire français, le titulaire déclare sur l'honneur :

- que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-1, L.3243-2, L.1221-10 à L.1221-13 et L.1221-15 du code du travail,
- s'acquitter de ses obligations au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail réprimant le travail clandestin.

Dans le cas d'un titulaire étranger, le titulaire déclare que le travail sera réalisé dans un pays disposant d'une législation relative à la lutte contre le travail clandestin et par

des salariés employés régulièrement au regard de cette législation. A la demande de l'Etat, le titulaire fournira les textes de législation correspondants dans un délai de 30 (TRENTE) jours.

De plus, le titulaire s'engage à produire tous les 6 (SIX) mois, pendant la durée de l'accord-cadre, les documents visés à l'article R.2343-9 du décret 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Par ailleurs, sans préjudice des articles L. 8222-1 à L. 8222-3, toute personne morale de droit public ayant contracté avec une entreprise, informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière de cette entreprise au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, enjoint aussitôt à cette entreprise de faire cesser sans délai cette situation.

L'entreprise ainsi mise en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur. La personne morale de droit public informe l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.

12.5.2. Application des articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail

Si le titulaire ne remet pas au pouvoir adjudicateur, de la date de notification du présent accord-cadre jusqu'à la fin de son exécution et selon une cadence n'excédant pas 6 (SIX) mois, les documents prévus aux articles :

- D 8222-5 du code du travail pour les titulaires établis en France,
- D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail pour les titulaires établis à l'étranger,

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>, ou, le cas échéant, sur PLACE.

A défaut, le pouvoir adjudicateur pourra, après mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de 1 (UN) mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

L'envoi des documents pourra être effectué au titre de l'ensemble des marchés notifiés au titulaire par le pouvoir adjudicateur et en cours d'exécution. Le titulaire fournira avec ses documents la liste des marchés concernés.

12.5.3. Sous-traitants

Le titulaire s'engage à répercuter les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants.

Pour les sous-traitants étrangers ces obligations seront répercutés au regard de la législation du pays qui leur est applicable.

12.5.4. Salariés de l'entreprise effectuant des prestations dans un organisme des armées

Les salariés de l'entreprise qui pourraient être amenés à effectuer des prestations dans un organisme des armées demeureront à tous égards salariés du titulaire et resteront

assujettis à l'ensemble des droits et obligations (notamment horaires) définis par leur entreprise dans le strict respect de la législation du travail.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

12.5.5. Respect du droit social

Le titulaire (les cotraitants) et/ou les sous-traitants non établis en France et détachant temporairement en France des salariés pour l'exécution de ce contrat est (sont) soumis au droit social français qui lui (leur) est applicable, entre autres aux articles L1262-1 à 5 du code du travail, et particulièrement à l'article L1262-4.

Dans le cadre de l'exécution du contrat, il(s) est (sont) tenu(s) d'adresser, avant le début des prestations et des détachements, les déclarations préalables de détachement prévues aux articles R1263-3, R1262-4 et R1263-6 à l'Inspection du Travail des Armées (Fax de l'ITA : n°00 33 142 197 475) avec copie au pouvoir adjudicateur.

Par ailleurs, s'agissant des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, le titulaire (les cotraitants) et/ou les éventuels sous-traitants doit (doivent) présenter une liste nominative précisant pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste devra impérativement être complétée si l'entreprise décide, en cours d'exécution du contrat, d'employer du personnel étranger, non prévu à l'origine, soumis à autorisation de travail.

12.6. Tribunaux compétents

Le présent accord-cadre est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

12.7. Notification de l'accord-cadre

Si la date de notification du présent accord-cadre intervient après la date de fin de validité de l'offre indiquée à l'article 5.3 de l'acte d'engagement, le titulaire disposera de 10 (DIX) jours, à compter de cette date de notification, pour refuser d'exécuter le présent accord-cadre. Passé ce délai, il sera tenu d'exécuter la commande aux conditions de l'accord-cadre.

La notification au titulaire de toute décision du pouvoir adjudicateur sera faite comme énoncé à l'article 6.6 du présent CCAP.

12.8. Service liquidateur, ordonnateur et comptable assignataire des paiements et conditions d'envoi des factures

Le service liquidateur, chargé de vérifier la réalité des créances et d'arrêter le montant du paiement est :

La Sous-Direction des Affaires Financières (SDAF)
Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu
BP 80 - 83390 CUERS

Adresse fonctionnelle : aia-cuers-pierrefeu.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

L'ordonnateur secondaire chargé d'émettre le mandat est :

Monsieur le Directeur
Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu

Par ailleurs, l'autorité chargée de fournir au titulaire de l'accord-cadre, ainsi qu'au bénéficiaire de cession ou de nantissement de créance résultant du présent accord-cadre ou d'une transmission au titre de l'article R.2391-28 du code de la commande publique, les documents prévus par l'article R.2191-60 dudit code (état sommaire des prestations effectuées, décompte des droits constatés et des paiements intervenus) est le directeur de l'AIA de Cuers-Pierrefeu (autorité habilitée à signer les contrats).

Le comptable assignataire chargé des paiements et auquel doivent être adressées, quelle que soit leur forme, en application de l'article R.2191-58 dudit décret, les notifications de cession de créance, est :

Monsieur l'Agent Comptable
Services Industriels de l'Armement (ACSIA)
11 rue du Rempart
Le Vendôme III
93196 NOISY LE GRAND CEDEX

12.8.1. Présentation des factures

Les factures (demandes de paiement d'acompte ou de solde) doivent comprendre :

- la raison sociale de l'entreprise,
- le numéro d'identification SIRET,
- la domiciliation des paiements,
- le numéro du marché,
- le cas échéant, le numéro du bordereau de livraison.

Les factures de demande de paiement de solde devront en outre faire apparaître le montant des acomptes déjà versés et le restant dû à payer.

12.8.2. Transmission des factures par voie dématérialisée

Plus aucune facture ne peut être adressée par voie postale, chaque société titulaire d'un marché doit transmettre les documents par la plateforme CHORUS PRO dont les démarches sont indiquées en infra.

L'ensemble du service proposé **est gratuit**.

Afin de faciliter la mise en place de la procédure de dématérialisation une aide technique est proposée et mise à disposition via la hotline chorus (04.77.78.39.57).

Conformément au décret 2019-748 du 18/07/2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures émises sous forme dématérialisée, outre les mentions obligatoires prévues par ledit décret, comportent les mentions prévues à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts, et:

- 1- Les mentions prévues à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts
- 2- Le numéro de l'engagement juridique (EJ) généré par l'application informatique « CHORUS »
- 3- Le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par l'application informatique «CHORUS » : D2035Z3083
- 4- Le numéro SIRET unique de l'Etat : 11000201100044

Les informations relatives aux 2 et 3 sont indiquées sur chaque bon de commande adressé au fournisseur.

Les informations des 3 et 4 sont indiquées en page de garde du présent CCAP.

Dès lors qu'il a choisi la voie dématérialisée via la solution du portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>), le titulaire dispose de trois modes de transmission des factures :

- 1) Saisie des factures en ligne (- de 100 factures par an)
- 2) Dépôt des factures en PDF (entre 100 et 1000 factures par an)
- 3) Via l'EDI (échanges de données informatisées) : transmission des factures directement à l'Etat ou par le biais d'opérateurs de dématérialisation en automatisant les flux (+ de 1 000 factures/an)

Chaque opérateur économique peut consulter à cette même adresse l'état d'avancement de ses factures transmises sous forme dématérialisée (natif ou duplicatif).

Pour toute question liée à la facturation, contacter uniquement à l'adresse courriel suivante :

Adresse fonctionnelle : aia-cuers-pierrefeu.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

Pour faciliter le traitement de votre mail, mentionner dans l'objet du message le numéro de marché, de la commande et le numéro d'engagement juridique (EJ).

Les mails adressés à une autre adresse courriel ne seront pas traités.

12.9. Obligations diverses

Le titulaire est tenu d'informer sans délai le pouvoir adjudicateur des modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord cadre.

Le titulaire devra notamment informer le pouvoir adjudicateur de l'ouverture, à son encontre, d'une procédure de sauvegarde en application de l'article L620 du code de commerce. Cette information devra être communiquée dans les 5 jours suivants l'ouverture de la procédure.

Le titulaire doit informer les services suivants et leur transmettre les éventuels documents justificatifs :

Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu
Département Achats
(à l'attention de Delphine DEBRUYNE)
BP 80
83390 CUERS

Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu
Sous-Direction des Affaires financières - SDAF
BP 80
83390 CUERS

13. DEROGATIONS

L'article 3.4 ci-avant déroge à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS.

L'article 5.3 ci-avant déroge aux articles 14.1.1, 14.1.3 et 14.2.5 du CCAG/FCS.

L'article 6 ci-avant déroge à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS

L'article 6.4.4 ci-avant déroge à l'article du 28.2 du CCAG/FCS

L'article 6.5.1 ci-avant déroge à l'article 30.1 du CCAG/FCS.

L'article 7 ci-avant déroge à l'article 33 du CCAG/FCS.

L'article 12.1 ci-avant déroge à l'article 13.3.3 du CCAG/FCS.

**ANNEXE 1
PV DE CONSTAT
De droits au paiement
d'acomptes**

**PROCES - VERBAL DE CONSTAT
de droits à paiement d'acomptes**

Service liquidateur : AIA CUERS-PIERREFEU
Référence du marché :
N° du bon de commande ou du marché :
N° du lot (le cas échéant) :
Prestation ou matériel concerné :

Fournisseur (raison sociale et adresse) :

Le soussigné,
demande, pour les motifs exposés ci-après, la délivrance d'un paiement de : %
représentant un montant de : EURO payable en EUROS

Montant en toutes lettres :

et certifie que :

- les justifications ci-jointes présentées sont bien exactes et se rapportent exclusivement à l'exécution du marché ci-dessus,
- les conditions imposées par le Décret des Marchés Publics et les clauses du marché pour ouvrir droit au paiement demandé sont bien remplies.

A, le

Le titulaire du marché précité,

Motifs de la demande et justifications selon documents ci-joints :

Pièces jointes :-----

Je soussigné,

Chef du Département Moyens de Soutien de (cocher la case correspondante) :

<input type="checkbox"/> AIA	<input type="checkbox"/> AIA	<input type="checkbox"/> AIA	<input type="checkbox"/> AIA	<input type="checkbox"/> AIA
AMBERIEU	BORDEAUX	CLERMONT-FERRAND	CUERS-PIERREFEU	
BRETAGNE				

Assisté de :

Atteste par le présent procès-verbal que, sous déduction des droits antérieurement acquis, les conditions de délivrance du paiement demandé ci-dessus :

- ont fait l'objet des constats et vérifications jugés nécessaires.
- sont conformes au Décret des Marchés Publics et aux clauses générales et particulières du marché susvisé.

A, le

Diffusion AIA concerné : service finances (original + 1 duplicata) - service chargé du suivi de l'exécution du marché (1 duplicata) - service achat (1 duplicata)

**ANNEXE 2
PLAN
D'ACOMPTAGE**

VERSEMENTS MENSUELS

Durée (D) d'exécution du lot de liquidation	Echéancier en mois											Total de tous les acompte s
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
1 mois < D ≤ 2 mois	50 %											50 %
2 mois < D ≤ 3 mois	30 %	30 %										60 %
3 mois < D ≤ 4 mois	20 %	20 %	20 %									60 %
4 mois < D ≤ 5 mois	15 %	15 %	15 %	15 %								60 %
5 mois < D ≤ 6 mois	12 %	12 %	12 %	12 %	12 %							60 %
6 mois < D ≤ 7 mois	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %						60 %
7 mois < D ≤ 8 mois	9 %	9 %	9 %	9 %	9 %	9 %	9 %					63 %
8 mois < D ≤ 9 mois	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %				64 %
9 mois < D ≤ 10	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %			63 %
10 mois < D ≤ 11	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %		60 %
11 mois < D ≤ 12	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	66 %
12 mois < D ≤ 13	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	...
13 mois < D ≤ 14	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	...
14 mois < D ≤ 15	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	...
15 mois < D ≤ 16	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	...
16 mois < D ≤ 17	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	...
17 mois < D ≤ 18	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	...
18 mois < D ≤ 19	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...
19 mois < D ≤ 20	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...
20 mois < D ≤ 21	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...
21 mois < D ≤ 22	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...
22 mois < D ≤ 23	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...
23 mois < D ≤ 24	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	...

VERSEMENTS MENSUELS (SUITE)

Durée (D) d'exécution du lot de liquidation	Echéancier en mois												Total de tous les acompte s
	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	
1 mois < D ≤ 2 mois													50 %
2 mois < D ≤ 3 mois													60 %
3 mois < D ≤ 4 mois													60 %
4 mois < D ≤ 5 mois													60 %
5 mois < D ≤ 6 mois													60 %
6 mois < D ≤ 7 mois													60 %
7 mois < D ≤ 8 mois													63 %
8 mois < D ≤ 9 mois													64 %
9 mois < D ≤ 10													63 %
10 mois < D ≤ 11													60 %
11 mois < D ≤ 12													66 %
12 mois < D ≤ 13	5 %												60 %
13 mois < D ≤ 14	5 %	5 %											65 %
14 mois < D ≤ 15	4 %	4 %	4 %										56 %
15 mois < D ≤ 16	4 %	4 %	4 %	4 %									60 %
16 mois < D ≤ 17	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %								64 %
17 mois < D ≤ 18	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %							68 %
18 mois < D ≤ 19	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %						54 %
19 mois < D ≤ 20	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %					57 %
20 mois < D ≤ 21	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %				60 %
21 mois < D ≤ 22	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %			63 %
22 mois < D ≤ 23	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %		66 %
23 mois < D ≤ 24	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	69 %